LÉGISLATION
11 JUIN 1952
Bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 mai 1952, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948, modifiés par la loi du 8 mars 1951", a donné en sa séance du 25 juin 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e Mei 1952 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de wetten en besluiten nopens de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting, samengeschakeld bij de besluiten van 15 en 16 Januari 1948, gewijzigd bij de wet van 8 Maart 1951", heeft ter zitting van 25 Juni 1952 het volgend advies gegeven:

Le projet soumis apporte certaines modifications importantes à la législation en matière d'impôt foncier.

L'une d'elles consiste à soustraire à la contribution foncière l'outillage industriel et à limiter désormais la base de cet impôt au revenu des immeubles par nature : à la notion de propriété foncière, qui a jadis provoqué des discussions, est désormais substituée une notion classique du droit civil.

Une autre modification réside dans ce que la comparaison des immeubles bâtis avec les types auxquels ils sont rattachés, se fera dorénavant sur la base du revenu brut et non, comme actuellement, sur celle du revenu cadastral, c'est-à-dire du revenu net.

\+

\+ \+

Le projet de loi contient de nombreuses dispositions qui reproduisent des textes de la législation actuellement en vigueur (les lois coordonnées par arrêté du Régent du 15 janvier 1948 et les lois ultérieures qui ont modifié ces dernières).

Le Conseil d'Etat a évité autant que possible de corriger ces dispositions : la prudence commande, en effet, de maintenir les textes anciens alors même que la rédaction n'en serait point parfaite, parce que la jurisprudence a fixé leur sens et qu'une modification de forme peut rouvrir des contestations et mettre en doute des interprétations considérées comme définitives.

Parmi les dispositions du projet, certaines sont reprises d'un projet antérieur soumis au Conseil d'Etat le 7 mars 1950 et sur lequel il a donné un avis le 3 mai suivant.

Le Conseil d'Etat répète, dans le présent avis, les observations qu'il a formulées à cette occasion, dans la mesure où le projet soumis n'en tient pas compte.

D'autre part, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme.

\+

\+ +

L'intitulé est inexact; le projet, en effet, ne modifie pas les lois relatives à la contribution nationale de crise, coordonnées par l'arrêté du Régent du 16 janvier 1948.

Le Conseil d'Etat propose comme intitulé :

"Loi modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948.".

\+

\+ +

Les arrêtés royaux de présentation d'un projet aux Chambres ne doivent pas faire mention des autorités et organismes consultés. Il convient donc d'omettre la référence à l'avis du Conseil d'Etat.

\+

\+ +

Le liminaire de l'article 1er devrait être modifié comme suit :

"L'article 4, § 1er, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948, est remplacé par la disposition suivante :. . .".

Le liminaire des autres articles peut se limiter à disposer comme suit :

"L'article ... des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante (ou par les dispositions suivantes) :. . .".

Les articles 2, 3, 4, 5 et 6 modifient l'article 5 des lois coordonnées. Le Conseil d'Etat propose de grouper ces modifications en un seul article, et de rédiger alors la phrase liminaire comme suit :

"L'article 5 des mêmes lois coordonnées est modifié comme suit :

1° le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes:...

2° le § 3 est remplacé par les dispositions suivantes:...

3° le § 4, a, est remplacé par les dispositions suivantes : ...

4° le § 4, d, est remplacé par les dispositions suivantes : ...

5° le § 4, h, est remplacé par les dispositions suivantes : ...

6° le § 5 est remplacé par les dispositions suivantes:...

.../...

Les articles 7, 8, 9 et 10, modifiant l'article 6 des lois coordonnées, devraient être groupés de la même façon. Il en est de même des articles 15 et 16 modifiant l'article 33 des lois coordonnées, et des articles 17, 18, 19 et 20 modifiant l'article 61 des lois coordonnées.

Article 2.

Un texte fiscal étant de stricte interprétation, le Conseil d'Etat propose de supprimer le mot "etc...".

Article 3.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article comme suit :

"L'administration du cadastre procède à l'expertise des parcelles pour en fixer le revenu cadastral.

Pour les immeubles bâtis, le revenu cadastral est fixé par comparaison à des immeubles types; la comparaison s'opère sur la base du revenu brut.

Pour les immeubles non bâtis, le revenu cadastral est fixé par référence aux revenus cadastraux à l'hectare, déterminés pour les différents genres de culture par comparaison à des immeubles types, sauf application des dispositions c, d et e ci-après.".

.../...

Article 5.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le mot "etc..." pour le motif indiqué ci-dessus.

Article 6.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 5, § 5, a, 2ème phrase, comme suit :

"Le revenu brut des types est fixé en fonction du marché immobilier de l'année qui précède celle pour laquelle les résultats de la péréquation générale ou de la révision extraordinaire serviront de base à la perception de la contribution foncière.".

Article 8.

Alinéa 5. Le Conseil d'Etat propose de remplacer cet alinéa par : "Le Ministre des Finances précise celle des deux méthodes qui sera appliquée, il détermine les règles à suivre ... et fixe la date..".

Article 12.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "supprimé" par "abrogé".

.../...

Article 13.

Cet article est ambigu : il paraît subordonner l'obligation de déclarer les modifications des immeubles bâtis à l'occupation et, en cas d'occupation, obliger à déclarer toute modification. Au contraire, l'article 6, § 7, alinéa 1er, des lois coordonnées prévoit la réévaluation, par l'Administration du cadastre, des immeubles notablement modifiés.

Il semble donc que s'il n'y a pas occupation, le redevable ne doive pas déclarer une modification fût-elle notable, tandis que, s'il y a occupation, il doive déclarer une modification minime qui ne donnerait pas lieu à révision.

Il y a donc apparemment discordance entre l'article 9 nouveau et l'article 6, § 7, alinéa 1er, des lois coordonnées. Cette discordance disparaîtrait si l'on remplaçait l'article 13 par le texte suivant:

"Le redevable est tenu de déclarer spontanément à l'administration du cadastre l'occupation ou la transformation des propriétés bâties nouvellement construites, reconstruites ou notablement modifiées, ainsi que le changement au mode d'exploitation, la transformation ou l'amélioration des propriétés non bâties.

Cette déclaration doit être faite dans les trente jours de l'occupation, du changement au mode d'exploitation, de la transformation ou de l'amélioration.

L'administration peut exiger des personnes énumérées à l'article 11, § 1er, ainsi que des

locataires ou fermiers, la production, dans le délai qu'elle fixe, de tous renseignements et documents utiles à la détermination du revenu imposable.".

Article 15.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer le mot "supprimé" par "abrogé".

Article 17.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 61, § 1er, B, 2ème phrase, comme suit :

"Lorsque dans le cas prévu à l'article 6, § 2, une révision extraordinaire n'a donné lieu à la modification que d'une partie des revenus cadastraux des immeubles bâtis ou des immeubles non bâtis d'une commune ou division cadastrale de commune, les revenus qui n'ont pas été modifiés ne doivent pas être notifiés individuellement aux redevables, mais ceux-ci sont informés de la révision extraordinaire au moyen d'une mention portée sur l'avertissement-extrait du rôle. Le redevable peut contester les revenus qui n'ont pas été modifiés par une réclamation adressée au géomètre du cadastre dans les délais de l'article 61, § 3, alinéa 2, et suivant la procédure prévue par l'article 61, § 1er, c, alinéa 2. Les dispositions qui ...".

.../...

Article 18.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la procuration ne doit être jointe que si elle est sous seing privé; il propose, en conséquence, de rédiger le 1° comme suit :

"1° être adressée, sous pli recommandé à la poste, au géomètre, etc... ou par son fondé de pouvoirs porteur d'une procuration authentique ou sous seing privé. Si la procuration est sous seing privé, elle doit être jointe à la réclamation;" (cfr. article 31 des lois sur les sociétés commerciales).

Article 21.

Pour traduire plus clairement les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose pour cet article la rédaction suivante :

"Il sera procédé à une péréquation générale des revenus cadastraux qui sortira ses effets le 1er janvier 1955.

Le Roi peut, en cas de nécessité, reporter cette date d'un an, une ou plusieurs fois.".

Het voorgelegd ontwerp brengt enkele belangrijke wijzigingen aan in de wetgeving inzake grondbelasting.

Een van die wijzigingen bestaat er in geen grondbelasting meer te heffen op de industriële uitrusting en de grondslag van die belasting te beperken tot de van nature onroerende goederen : in de plaats van het begrip grondeigendom waarover destijds betwistingen zijn gerezen, komt voortaan een klassiek begrip van het burgerlijk recht.

Een andere wijziging is dat de vergelijking van gebouwde onroerende goederen met de referentietypes voortaan geschiedt op grondslag van het bruto-inkomen en niet, zoals thans het geval is, op basis van het kadastraal inkomen, dit is van het netto-inkomen.

\+

\+ \+

In het ontwerp van wet komen tal van bepalingen voor die teksten der thans geldende wetgeving (de bij besluit van de Regent van 15 Januari 1948 samengeordende wetten en de latere wetten welke ze gewijzigd hebben) overnemen.

De Raad van State heeft zoveel mogelijk vermeden die bepalingen te verbeteren : de voorzichtigheid gebiedt immers de vroegere teksten te behouden, zelfs wanneer de redactie er van niet feilloos is, omdat de rechtspraak hun betekenis heeft vastgelegd en een vormwijziging aanleiding kan geven tot betwistingen en twijfel kan wekken aangaande interpretaties die als definitief worden beschouwd.

.../...

Sommige bepalingen van het ontwerp zijn overgenomen uit een vroeger ontwerp dat 7 Maart 1950 aan de Raad van State is voorgelegd en waarover hij de 3de Mei daarop advies heeft uitgebracht.

In het onderhavig advies herhaalt de Raad van State de door hem bij die gelegenheid geformuleerde opmerkingen voor zover het voorgelegd ontwerp er geen rekening mede houdt.

Verder stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen.

\+

\+ \+

De titel is onjuist. Het ontwerp wijzigt immers niet de wetten betreffende de nationale crisisbelasting, samengeschakeld bij besluit van de Regent van 16 Januari 1948.

De Raad van State stelt als titel voor :

"Wet tot wijziging van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, samengeschakeld bij besluit van de Regent van 15 Januari 1948.".

\+

\+ \+

.../...

De koninklijke besluiten waarbij een ontwerp aan de Kamers wordt voorgelegd, hoeven de geraadpleegde overheden en organismen niet te vermelden. Men late derhalve de verwijzing naar het advies van de Raad van State weg.

\+

\+ \+

Het inleidend gedeelte van artikel 1 worde gewijzigd als volgt :

"Artikel 4, § 1, van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen, samengeschakeld bij besluit van de Regent van 15 Januari 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :...".

Het inleidend gedeelte der andere artikelen kan tot het volgende worden beperkt :

"Artikel ... van dezelfde samengeschakelde wetten wordt door de volgende bepaling (of bepalingen) vervangen :...".

De artikelen 2, 3, 4, 5 en 6 wijzigen artikel 5 der samengeschakelde wetten. De Raad van State stelt voor, die wijzigingen in één enkel artikel te groeperen en de inleidende zin dan te stellen als volgt :

.../...

"Artikel 5 van dezelfde samengeschakelde wetten wordt gewijzigd als volgt :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen : ...
2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepalingen : ...
3° § 4, a, wordt vervangen door de volgende bepalingen : ..
4° § 4, d, wordt vervangen door de volgende bepalingen : ..
5° § 4, h, wordt vervangen door de volgende bepalingen : ..
6° § 5 wordt vervangen door de volgende bepalingen : ...".

Op dezelfde wijze groepere men de artikelen 7, 8, 9 en 10 die artikel 6 der samengeschakelde wetten wijzigen. Zulks geldt ook voor de artikelen 15 en 16, die artikel 33 der samengeschakelde wetten, en voor de artikelen 17, 18, 19 en 20 die artikel 61 der samengeschakelde wetten wijzigen.

Artikel 2.

Daar een fiscale tekst strikt geïnterpreteerd wordt, stelt de Raad van State voor, het woord "enz...." weg te laten.

Artikel 3.

Voor dit artikel stelt de Raad van State volgende lezing voor :

"Het Bestuur van het kadaster schat de percelen om het kadastraal inkomen er van te bepalen.

.../...

Voor de gebouwde onroerende goederen wordt het kadastraal inkomen bepaald door vergelijking met als type geldende onroerende goederen; de vergelijking geschiedt op grond van het bruto-inkomen.

Voor de ongebouwde onroerende goederen wordt het kadastraal inkomen bepaald met referentie naar de kadastrale inkomsten per hectare die voor de onderscheiden teeltsoorten, door vergelijking met als type geldende onroerende goederen, zijn vastgesteld, behoudens toepassin van de hiernavolgende bepalingen c,d en e.".

Artikel 5.

De Raad van State stelt voor, het woord "enz..." om de hoger opgegeven reden weg te laten.

Artikel 6.

De Raad van State stelt voor artikel 5, § 5, a, tweede volzin, de volgende lezing voor :

"Het bruto-inkomen der typen wordt bepaald in functie van de markt der onroerende goederen van het jaar voorafgaand aan datgene waarvoor de uitkomsten der algemene peraequatie of der buitengewone herziening tot grondslag van de inning van de grondbelasting zullen dienen.".

Artikel 8.

Vijfde lid. De Raad van State stelt voor, dit lid te vervangen door : "De Minister van Financiën bepaalt

.../...

nader welke van die twee methoden zal worden toegepast, hij stelt de regelen vast waaraan men zich te houden heeft voor de onroerende goederen die met geen enkel type konden vergeleken worden en bepaalt de datum ... ".

Artikel 12.

De Raad van State stelt voor, het woord "afgeschaft" door "opgeheven" te vervangen.

Artikel 13.

Dit artikel is dubbelzinnig : het schijnt de verplichting, om de wijzigingen in de gebouwde onroerende goederen aan te geven, afhankelijk te maken van de ingebruikneming en, in geval van ingebruikneming, de aangifte van alle wijzigingen verplicht te maken. Artikel 6, § 7, van de samengeschakelde wetten daarentegen bepaalt dat het Bestuur van het kadaster de aanzienlijk gewijzigde onroerende goederen opnieuw zal schatten.

Het lijkt dus alsof de betalingschuldenaar een, zelfs aanzienlijke, wijziging niet moet aangeven wanneer het goed niet in gebruik is, terwijl hij, in geval van ingebruikneming, aangifte moet doen van een kleine wijziging, die geen aanleiding zou geven tot herziening van het inkomen.

Er is dus klaarblijkelijk een zekere tegenstrijdigheid tussen het nieuw artikel 9 en artikel 6, § 7,

.../...

1e lid, van de samengeschakelde wetten. Die tegenstrijdigheid kan opgeheven worden door de volgende tekst in de plaats van artikel 13 te stellen :

" De belastingschuldenaar is er toe gehouden de ingebruikneming of verandering der nieuw opgerichte, herbouwde of aanzienlijk gewijzigde gebouwde eigendommen, alsmede de verandering in de wijze van exploitatie, de verandering of de verbetering der ongebouwde onroerende goederen uit eigen beweging bij het Bestuur van het kadast aan te geven.

Deze aangifte dient gedaan te worden binnen dertig dagen na de ingebruikneming, de verandering in de wijze van exploitatie, de verandering of de verbetering.

Het bestuur kan van de in artikel 11, § 1, opgesomde personen, alsmede van de huurders of pachters eisen, dat zij binnen de door hem bepaalde termijn alle inlichtingen en documenten dienstig voor het vaststellen van het belastbaar inkomen overleggen.".

Artikel 15.

De Raad van State stelt voor, het woord "afgeschaft" door "opgeheven" te vervangen.

Artikel 17.

De Raad van State stelt voor artikel 61, § 1, B, tweede volzin, de volgende lezing voor :

.../...

"Wanneer, in het geval bedoeld in artikel 6, § 2 een buitengewone herziening heeft aanleiding gegeven tot wijziging van slechts een gedeelte van de kadastrale inkomsten der gebouwde onroerende goederen of der ongebouwde onroerende goederen van een gemeente of kadastrale afdeling van gemeente, moeten de inkomsten die geen wijziging ondergingen niet individueel aan de belastingschuldenaars ter kennis gebracht worden, doch de buitengewone herziening wordt laatstgenoemden medegedeeld door middel van een op het aanslagbiljet aangebrachte vermelding. De belastingschuldenaar mag de inkomsten die geen wijziging ondergingen, betwisten door een bezwaarschrift aan de landmeter van het kadaster gericht binnen de termijnen in artikel 61, § 3, tweede lid, bepaald en volgens de procedure bepaald bij artikel 61, § 1, c, tweede lid. De vorenstaande bepalingen ...".

Artikel 18.

Naar het advies van de Raad van State, is de volmacht enkel bij te voegen wanneer zij onderhands is; derhalve stelt hij voor 1° de volgende lezing voor :

"1° Door de belastingschuldenaar of zijn met een authentieke of onderhandse volmacht beklede zaakgelastigde bij een ter post aangetekende brief gericht zijn aan de landmeter ... gelegen is. Indien het een onderhandse volmacht is, moet zij bij het bezwaarschrift gevoegd worden;" (vgl. artikel 31 der wetten op de handelsvennootschappen).

.../...

Artikel 21.

Om de bedoelingen van de Regering duidelijker weer te geven, stelt de Raad van State voor dat artikel de volgende lezing voor :

"Er zal tot een algemene peraequatie der kadastrale inkomsten worden overgegaan, die uitwerking zal hebben met ingang van 1 Januari 1955.

De Koning kan die datum zo nodig eenmaal of meermaals een jaar verschuiven.".

VVV. - - L.2938/1.
L.2988/1.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P. COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
	P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Ministe

des Finances.
van Financiën.

Le 1952. De 1952.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de Griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,